



II

CANNES - Mars 1997

MISSION à ALGER du Capitaine PEYNAUD

(X 2 g)

(Avril 1944)

En complément à mon rapport du 13 Avril 1944 aux Services Spéciaux d'Alger, conservé au Service Historique de l'Armée; voici quelques précisions sur les circonstances de la mission que j'effectuais alors pour l'O.R.A. auprès du Général de Gaulle.

Je n'en avais encore écrit que très tardivement (en Novembre 1993) dans une correspondance que j'avais eue en tant que membre fondateur de l'O.R.A., avec le Général Roidot, vice-président de l'Organisation, en charge des recherches historiques.

Je m'étais auparavant abstenu, en raison des passions que l'évocation de la Statue du Commandeur suscitait (au moins jusqu'à l'effondrement de l'Union Soviétique !) tant dans l'Armée que dans l'opinion publique.

Ces mêmes passions gouvernaient sournoisement les comportements individuels des cadres appelés à s'engager dans la Résistance après le débarquement allié en A.F.N. de Novembre 1942 et l'invasion consécutive par les Allemands de la Zone dite «libre».

Ces bouleversements les mettaient en porte-à-faux entre le Gouvernement de la France Libre du Général de Gaulle et l'Armée d'A.F.N. placée, sous l'égide des Alliés, aux ordres du Général Giraud évadé d'Allemagne et qui, du coup, faisait figure de Sauveur pour beaucoup de ceux qui avaient voulu voir dans l'Armistice, le creuset de la revanche.

Pour ma part, j'avais cru devoir, dès les débuts de notre Organisation, plaider en faveur d'un acte de ralliement à de Gaulle, associé à la reconnaissance d'un Commandement Militaire National qui n'était pas nécessairement incarné par le Général Giraud, lequel (comme le rappelait l'exposé préparé par le Général Roidot sur «l'O.R.A. en 1943») avait, au cours de la tournée qu'il fit avant de gagner Alger, «déçu tout le monde par son refus de toute entente avec le Général de Gaulle».

Ce refus, l'O.R.A. l'a donc rejeté. Et je ne pense pas qu'elle ait eu à regretter les accords que nous avons passés avec les mouvements gaullistes.

En revanche, les conditions dans lesquelles nos négociations avec le P.C. avaient brusquement tourné court, le 28 décembre 1943, impliquaient des arrière-pensées politiques qui menaçaient dangereusement l'unité d'action de la Résistance.

C'est sur ce thème primordial que portait la mission que je proposai au Général Revers de me confier auprès du Général de Gaulle.

Cueilli en fin Février de l'autre côté des Pyrénées et durablement interné, je fus libéré sur l'intervention de la Légation de la France Libre à Madrid.

Les bureaux devaient jouxter une dépendance de l'Ambassade de Vichy, car un corpulent officier se réclamant de ladite ambassade, vint à passer par l'antichambre où j'attendais d'être introduit.

Il en profita pour me reprocher aigrement d'être «passé» du mauvais côté, ce qui m'obligea à le renvoyer du bon côté, «sur les roses».

En ville, je tombai sur Mangin qui me demanda si je pourrais dire au Général de Gaulle que nous étions, «lui et moi, d'accord». A quoi je répondis : «Bien sûr, pour l'essentiel».

J'arrivai enfin à Alger, pour le 1er avril ! dans le costume pied-de-poule, que les libéralités de la France Libre m'avaient permis d'acheter à Madrid.

Je fus reçu par les Services Spéciaux comme si on n'y attendait que moi !

J'y comptais, il est vrai, des camarades de l'X : Pelabon et Guillaumat, de la promo précédent la mienne, sans parler du fils de notre Directeur des Études : Eydoux.

On me demanda un rapport dont je gardai un double pour l'O.R.A.

On m'invita à déjeuner.

Le déjeuner avec Soustelle, qui dirigeait les «Services» fut ambigu, mais assez cordial pour je puisse renouer avec lui, plus tard, au moment du R.P.F.

^{me} Du côté de l'Armée régulière, je trouvai auprès du Général Delattre de Tassigny, un accueil proprement réjouissant :

C'était un samedi, en fin d'après-midi.

A peine avais-je ouvert la bouche, qu'il se mit à pester contre Revers :

«Nous étions comme des frères... Pensez ! Nos femmes s'accouchaient mutuellement ! Et voila-t-y pas qu'il vient s'acoquiner dans mon dos, avec le petit Billotte, frais pondu Général¹. Vous ne le saviez pas ?»

A vrai dire, je cherchais déjà à discerner «qui trompait qui» en ce temps-là. Et comme je lui demandai ce que j'aurais à dire à Revers de sa part : «Vous lui direz que je l'aime toujours bien... Et maintenant», ajouta-t-il «attendez-moi. Je vous emmène, après la «signature» dîner à la compagnie. Vous y rencontrerez des jeunes que je prépare au débarquement.»

¹ Note du Général Roidot : Delattre fait allusion à l'opération CAÏMAN montée par BILLOTTE avec certains moyens à prélever sur la 1ère Armée. Cette opération entre les 2 débarquements avait été préconisée par REVERS dans un document transmis à Alger. C'est d'ailleurs l'explication de la présence du P.C. Revers dans le Sud-Ouest.

C'était dans la banlieue d'Alger : "Voyez-vous, me dit-il en voiture, ce qu'il y a chez de Gaulle d'exceptionnel, c'est le sens de l'Histoire !" C'était réconfortant face au «matérialisme historique» ! J'étais en civil (mon pied-de-poule madrilène). En descendant de voiture à ses côtés sous des égards quasi-religieux, j'eus l'impression d'avoir part au divin.

Delattre était aussi un incomparable maître de maison. A sa table tout le monde se sentait à l'aise, voire brillant à l'occasion.

Après le repas, on devisa librement avec les «jeunes», - nombre d'entre eux assis à ses pieds sur un tapis de haute laine. Je fus invité à parler de la Résistance.

Je ne cachai pas mon admiration et ma méfiance pour le rôle qu'y jouaient les communistes : "Des patriotes, oui, mais citoyens d'un autre monde".

Tard dans la nuit, Delattre me fit raccompagner : "Revenez donc, le week-end prochain" me dit-il.

Le Samedi suivant, le Lieutenant Guillaumat, lui aussi invité, me propose de me prendre dans sa Jeep.

Chemin faisant, il me met en garde : "Figure-toi que le Parti Communiste a appris qu'on avait tenu Samedi dernier chez Delattre, des propos désobligeants à son égard, pour ne pas dire franchement anti-communistes".

- "S'il s'agit de mes propos, lui dis-je, j'estime l'indignation injustifiée, mais je la comprends."

La soirée fut paisible : Madame Delattre (qui venait, je crois, de rejoindre son mari) présidait avec détachement la réunion qui ne donna lieu à aucun écho déplaisant.

En dehors de ces contacts «militaires», je me sentais sollicité par tout ce qui, en Alger, cherchait alors aventure.

Dès mon arrivée j'avais été entrepris par Henri d'Astier de la Vigerie (le cadet des trois frères «Florentins»). Il était en train de mettre sur pied les «Commandos de France» et me dit combien l'avait gêné l'assassinat de Darlan survenant au moment même où le Comte de Paris séjournait secrètement chez lui :

- "Il occupait à table la place où vous êtes assis, - sur ce banc" précisa Madame d'Astier, soulignant ainsi la simplicité du Prince et la modestie de l'installation.

De leur côté les «Giraudistes» me conviaient à un déjeuner avec l'«Ambassadeur Murphy», sous l'égide du Général George et à l'instigation de d'Astier. Il s'agissait de mettre en garde les Américains contre de Gaulle :

Le Général George évoqua le traitement que le "Grand Charles" infligeait au Général Giraud maintenu hors d'Alger en "résidence protégée".

"Le Capitaine P. ajouta-t-il vous dira qu'en France ..."

Je me permis de rectifier le tir. A la suite de quoi Murphy me demanda de participer au dîner qu'il donnait à son tour à l'Ambassade.

Là, il me prit à part : je lui dis que la France attendait «intensément» de Gaulle. Seule une faible partie de l'opinion pouvait craindre que le jeu des communistes ne lui soit présenté par ses émissaires, sous un jour imprudemment rassurant.

A la suite de cette diversion dangereuse, je pris à parti Pelaton : il était grand temps, me semblait-il, que je sois reçu par le Général "ne serait-ce, lui glissais-je, que pour tenir parole à Mangin qui m'a demandé de lui faire part de notre accord personnel."

- Mais ton rapport, m'objecta Pelaton, lui a été transmis, qu'aurais-tu de plus à lui dire (à supposer que tu ne sois pas décontenancé, comme la plupart des visiteurs !).

- Simplement, dis-je, ce que je n'ai pas mis dans mon rapport."

Sur ces entrefaites, Pierre de Benouville et Bertin-Chevance, fraîchement arrivés, m'invitèrent à me joindre à eux pour former au Cabinet du Commissaire à la Guerre André ~~Divothelin~~ ^{Diethelm}, un bureau F.F.I., où je devais être maintenu après le débarquement.

Ils m'incitèrent à voir Henri Frenay qui sur-le-champ dicta une lettre au Général à mon sujet : "Et garde-à-vous pour Soustelle !" dit-il, en lui en faisant adresser copie.

Soustelle fit valoir auprès du «Cher Ministre» que ma mission se trouvait dépassée, du fait que j'avais «été longuement retenu en Espagne».

Nonobstant cette explication, de Gaulle faisait bientôt savoir qu'il me recevrait (le 17 mai, je crois) à 11 heures aux «Glycines».

En entrant, je fus frappé par l'installation du bureau : le Général, assis, tournait le dos à une large baie ouvrant sur un parc qui n'était pas nécessairement impénétrable à quelque tireur d'élite.

- "Venez-vous, questionna de Gaulle, "vous aussi", me démolir Mangin ?...

- "Pauvre Mangin " ajouta-t-il en hochant la tête.

A quels «démolisseurs» faisait-il allusion ? Je l'ignore encore.

Son irritation avait quelque chose de paternel qui me rassura :

- "Je suis au contraire, Mon Général, reconnaissant à Mangin d'avoir facilité mes rapports avec les mouvements qui dès l'origine se sont réclamés de vous.

- Et votre organisation «militaire», coupa de Gaulle, reconnaît à son tour le Gouvernement de libération que je préside ! cela va de soi, sans qu'il soit besoin d'un acte spécial d'allégeance."

Puis il enchaîna :

- "Qu'avez-vous fait en 40 ?"

- J'étais, dis-je, dans la Ligne Maginot, face à la trouée de Sierk. Je commandais l'artillerie des deux premiers ouvrages de la rive gauche de la Moselle, le Galgenberg et le Kobenbush.

Nous avons été «tournés» et avons dû nous rendre «sur ordre», plusieurs jours après l'Armistice. On a encore tiré quelques coups de canon, la tourelle de 75 du Galgenberg me permettant d'interdire aux Allemands de venir sur nos arrières se baigner dans la Moselle.

Peu après la reddition, avec un de mes lieutenants, ancien combattant de 14-18 (les autres n'étaient pas volontaires) nous nous évadions du camp de Cattenom à bicyclette et sous des défroques ramassées dans une ferme abandonnée.

A la traversée de Thionville, nous avons acheté deux cannes-à-pêche qui, fixées sur nos vélos, nous ont facilité le franchissement des ponts contrôlés par la Wehrmacht et l'accès à la Zone Libre.

Là, on me proposa un commandement dans l'Armée d'Armistice...

- "L'Armée d'Armistice ! tonna de Gaulle, l'appellation même est une absurdité !"

Je compris que j'avais ici affaire au latiniste.

Je reconnus volontiers que du point de vue étymologique ça n'était pas heureux, mais ça n'empêchait pas que cette Armée tenait l'Afrique du Nord qui avait à coup sûr un rôle à jouer dans l'avenir.

- "Renonçant au commandement qu'on m'offrait en Métropole, dis-je, j'obtins d'être affecté à Alger.

Là, parmi ceux (nombreux) qui attendaient «une nouvelle donne», je retrouvai un camarade de promo, le Capitaine Raynal, qui, chassé de l'Armée de l'Air en tant que juif, me tint au courant des contacts qui se nouaient avec les Américains.

Fin Octobre 42, je crus imprudemment pouvoir faire un saut en France, pour y régler une affaire de famille. Je devais reprendre au début Novembre à Port-Vendres, le courrier d'Alger : sur le quai désert, des porteurs goguenards m'apprirent que «ça débarquait de l'autre côté».

Je courus à Toulouse où le Colonel Carayon que je connaissais bien, commandait la base aérienne : déjà les avions allemands s'y posaient.

- "Trop tard, me dit-il, mais songez que vous pouvez être utile ici."

Je me fis donc mettre en congé («d'armistice» comme on disait) et commençai à prendre des contacts à Lyon, à Vichy, à Royat où se trouvait le Général Frère, que j'allai voir.

J'avais en tête de m'aboucher (pourquoi pas ?) avec les communistes : une journaliste engagée (qui était, je crois, Madeleine Jacob) s'offrait à me les faire rencontrer.

Pour les mouvements gaullistes, la chance m'avait fait retrouver un vieil ami, Pierre Péry, qui venu de Londres, s'occupait avec entrain des parachutistes et me mit en rapport avec les délégués militaires du B.C.R.A. : Mangin et Bourghès-Maunoury, puis le Délégué Général Bonchiney-Serreubes qui me proposa d'organiser les sabotages. C'était tentant, mais il me fallait abandonner ce qui allait devenir l'O.R.A. Et j'estimai que le syndicaliste Degliame, était mieux placé que moi pour cette tâche.

Le Général Frère, tenu au courant, approuva en gros, tout en recommandant la circonspection à l'égard des communistes.

Pour l'AS, les pourparlers avec Dejustieu aboutirent, grâce à l'appui de Pfister et à l'entremise de Mangin, à un accord dont la signature devait, en raison de l'arrestation du Général Frère, revenir au Général Verneau.

Mes rapports avec les communistes me permirent enfin de présenter au Général Verneau deux personnages dont l'aîné (que je ne tardai pas à identifier à l'ancien Maire d'Ivry, George Marrane) se présenta par un solennel : "Je suis le Parti Communiste."

- "C'était engageant", ironisa le Général de Gaulle. "Et à quoi vous êtes vous engagés ?"

- "Nous avons travaillé, Mon Général, à mettre au point un accord sur les conditions d'une action commune unitaire, c'est-à-dire, conforme aux directives politiques et militaires du C.F.L.N.

Mais au moment de mettre en oeuvre cet accord, le Parti a rompu les relations.

Selon Georges Marrane, apparemment dépité, le Parti lui aurait reproché de s'être laissé manipuler par une organisation «corporatiste» d'officiers en quête de troupes. - "Ce qui, lui fis-je remarquer, était parfaitement faux et aussi désobligeant pour lui que pour nous."

Le fait que Verneau ayant été à son tour arrêté, son successeur à la tête de l'O.R.A., le Général Revers, ait été dans le passé un proche collaborateur de Darlan, ne saurait, comme certains l'ont supposé, suffire à expliquer cette dérobade.

Il faut plutôt y voir, me semble-t-il, le signe d'un déséquilibre politique savamment entretenu par le Parti Communiste, entre les forces appelées à participer de l'intérieur à la libération du territoire.

Un tel déséquilibre a des chances de s'aggraver au cours des opérations eu égard à la fascination qu'exerce sur l'opinion, le dynamisme du Parti.

J'en veux pour preuve l'exclamation entendue chez les parents d'un camarade de promo, où j'ai toujours trouvé un refuge sûr :

- Il n'y a donc plus en France, de patriotes que les communistes !"

C'était prononcé en présence d'un habitué, Maître Maurice Garçon, par la maîtresse de maison, sous le regard songeur du maître de maison : Marcel Bouteron, bibliothécaire de l'Académie Française et membre de l'Institut !

- "Je comprends, dit le Général, qu'après tout ce qu'a subi la France, on y puisse perdre son calme. Mais nous devons, ici, le garder.

- C'est bien pourquoi, Mon Général, je crois devoir vous rapporter, tout ce que ces longues négociations m'ont appris, grâce au prosélytisme de l'adjoint de Marrane, un intellectuel dont les jugements à l'emporte-pièce étaient significatifs :

Pour lui, on pouvait faire utilement «un bout de route avec les gaullistes», bien qu'ils soient restés d'une "incurable frivolité bourgeoise." - Tandis que les socialistes, en se détachant de l'orthodoxie marxiste, étaient tombés dans un cloaque d'opportunisme et d'affairisme où ils pataugeaient toujours. //

Pour ce qui était de l'universalité du marxisme, elle procédait de la dialectique créatrice dont Hegel avait dessiné les amples développements historiques dans la Phénoménologie de l'Esprit, - que j'étais invité à lire !

En opérant le «renversement matérialiste» de la pensée hégélienne, Marx l'avait «ramenée les pieds sur Terre», en prise directe avec le Réel.

Il devenait clair, à mes yeux, qu'à la faveur de ce renversement, Marx avait fondé une religion nouvelle où le Parti était à la fois : une patrie, une université théologique et une église en armes.

Cette Eglise jouissait par nature de l'infaillibilité, dans les mêmes conditions que l'Eglise Catholique dont elle était l'image inversée et conquérante : le Secrétaire Général du Parti se tenait à l'écoute du Devenir historique que le Parti était appelé à incarner, comme le Pape se tient à travers les siècles à l'écoute des fidèles dont l'assemblée forme le corps mystique du Christ".

De Gaulle m'avait écouté mieux que je n'osais espérer :

- "Rassurez-vous, me dit-il, je veillerai à ce que la France libérée échappe à la mainmise de la séduisante théocratie matérialiste que vous évoquez. Certains intellectuels du Parti peuvent bien encore en rêver. Ils n'ont aucune chance de faire partager ce rêve par la société narquoise des Français.

C'est pourquoi le parti communiste doit être traité comme un parti sans majuscule - parmi d'autres...

C'est ce que je fais ici. Voyez, par exemple, ce qui se passe au Commissariat à l'Air : à sa tête j'ai placé Grenier. - Que croyez-vous qu'il y fait ?

Il y fait ce que je lui dis de faire !"

Le Général marqua un temps et reprit en appuyant sur les mots :

- "Aujourd'hui, le parti communiste prend sa source au Kremlin, - où l'on revient de loin..."

Et de ce côté, j'ai mes assurances."

- "De telles assurances, dis-je après un moment de silence, autorisent l'espoir que la Libération réponde à l'immense attente de la Métropole.

- Immense, car après quatre ans de déportations, de persécutions et de propagande, la France s'interroge sur tout.

Et, venant de la Résistance, elle perçoit la voix d'un Parti dont la dialectique a réponse à tout.

Cette France, à la recherche de soi-même, attend donc qu'à la Libération, la voix du Général de Gaulle ait aussi réponse à tout.

Mais aussi, et dès les premiers moments du débarquement, l'Armée régulière figurera aux regards d'une société dont toutes les structures sont rompues, la seule institution hiérarchisée à même de ramener, à travers les combats, l'échelle des valeurs retrouvées.

Or la validité de cette échelle peut se voir compromise par la prolifération mal contrôlée des grades d'assimilation dont les combattants de l'Intérieur seront tentés d'abuser.

Pour éviter la confusion entre les grades réguliers et les grades de génération spontanée, il paraît indispensable d'associer au port de ces derniers un signe distinctif obligatoire et bien visible".

De Gaulle approuva : "Je retiens, dit-il, cette idée... Quant à la Résistance communiste, je m'attends bien à ce qu'elle joue la confusion, faute de pouvoir faire la Révolution : c'est «dialectiquement naturel...»

Il marqua un temps, puis conclut :

- "Mais n'en doutez pas : dans le grand élan de la Libération, les communistes seront comme les autres, emportés par le flot national."

Il avait accompagné ces derniers mots d'un geste large.

Il se leva. Il était immense.

Il me reconduisit. Il paraissait bienveillant.

A la porte, il me mit une main sur l'épaule : "Je vous reverrai avant votre départ"
dit-il.

Mais le jour du débarquement approchait. Il partit bientôt pour Londres.

Je ne devais être reçu de nouveau que bien plus tard et dans des circonstances moins exaltantes à l'occasion de la campagne pour le Rassemblement du Peuple Français.

Soustelle, avec qui j'avais renoué, et Malraux m'avaient fait convoquer, au titre du Membre Fondateur de l'O.R.A. Je m'y rendis sans l'assentiment, je dois le dire, du Général Revers...

Pendant que j'attendais, l'aide-de-camp cherchait, sans y parvenir, à couvrir de propos anodins, les éclats de voix véhéments du Général à l'adresse d'un visiteur que je ne vis pas sortir mais dont l'aide-de-camp me dit qu'il était un «personnage important» de la République.

Il en avait pris pour son grade.

Je pris sans entrain le relais...

A peine entré, je fus frappé de plein fouet par la question : "Qu'avez-vous à me dire ?"

Le ton invitait à répondre : "Rien."

L'homme de la Libération avait changé de visage : les communistes, décidément, ne s'étaient pas laissés «emporter par le "flot national"».

Je sortis, sans être cette fois, accompagné d'un "au revoir"...

Je descendais, pensif, la Rue Solférino quand je croisai l'un des plus affables compagnons du Général, qui me lança joyeusement : "Nous sommes en plein Devenir !"

C'était miser sur l'avenir avec une légèreté que l'adjoint de Marrane eût taxé «d'incurable frivolité bourgeoise».

Après de longs efforts pour émouvoir et exalter ce Peuple Français qu'il voulait rassembler, de Gaulle se retira sans avoir apparemment gardé aucune chance de jamais «revenir aux affaires»... Ce qu'un impromptu de l'Histoire devait encore démentir.

Sa grande ambition d'un Rassemblement National avait été tenue en échec, moins par la vigueur de l'idéologie communiste, que par la double rancoeur d'une bourgeoisie résolument "intellectuelle" depuis le Siècle des Lumières, et d'une droite traditionnelle qui ne pouvait lui pardonner d'avoir décroché l'icône du Vainqueur de Verdun et sa devise de la Cité Idéale : «Travail, Famille, Patrie» laquelle pourrait bien faire rêver encore, par gros temps de mondialisation.

Jean PEYNAUD

